

Arrêté n° 2020/ENV/GE/003 réglementant provisoirement
l'usage de l'eau compte-tenu de la sécheresse sur le bassin
versant de l'Aisne

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-3, L. 214-18, L. 215-1, R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 ;

VU le code de la santé publique et notamment son article R. 1321-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad Khoury, préfet de l'Aisne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Seine et des cours d'eau côtiers Normands ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Artois-Picardie ;

VU l'arrêté n° 2012-103-0014 du Préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie du 13 avril 2015 préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse et définissant des seuils sur certaines rivières du bassin entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement ;

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin Artois-Picardie du 25 juillet 2018 relatif à la mise en place de principes communes de surveillance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie sur le bassin Artois-Picardie ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mai 2011 constituant la Mission inter-services de l'eau et de la nature de l'Aisne ;

VU l'arrêté cadre préfectoral du 20 avril 2012 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse ;

VU la réunion du comité de suivi de la sécheresse du 10 juillet 2020 ;

Considérant la consultation dématérialisée réalisée auprès des membres du comité de suivi de la sécheresse ;

Considérant les conditions actuelles météorologiques, hydrologiques et piézométriques ;

Considérant le faible débit de la rivière "l'Aisne" ;

Considérant la nécessité de préserver les ressources en eau de cette rivière pour assurer en particulier la salubrité publique et la préservation des écosystèmes aquatiques ;

Considérant que le seuil de vigilance est atteint sur le bassin versant de l'Aisne ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires, chef de la mission inter-services de l'eau et de la nature ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Dans le but d'économiser l'eau et de réserver celle-ci aux usages strictement indispensables et en priorité à l'alimentation en eau potable et à la défense contre l'incendie, les dispositions suivantes, correspondant au seuil de vigilance, sont prescrites **à titre provisoire jusqu'au 31 décembre 2020** sur le bassin versant de l'Aisne, les communes concernées étant listées en annexe 1.

Elles peuvent être levées de façon anticipée dès lors que les débits VCN₃ dépassent durablement les seuils concernés pendant une période d'au moins un mois.

Article 2 : Mesures générales

Les mesures générales sont listées dans l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 3 : Mesures spécifiques aux collectivités territoriales

Les mesures spécifiques s'appliquant aux collectivités territoriales sont listées dans l'annexe 3 du présent arrêté.

Article 4 : Mesures spécifiques aux exploitations agricoles

Les mesures spécifiques s'appliquant aux exploitants agricoles sont listées dans l'annexe 4 du présent arrêté.

Article 5 : Mesures spécifiques aux industriels

Les mesures spécifiques s'appliquant aux industriels sont listées dans l'annexe 5 du présent arrêté.

Article 6 : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 7 : Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et affiché aux portes des mairies des communes concernées.

Il est également consultable sur le site internet des services de l'État dans l'Aisne (www.aisne.gouv.fr).

Article 8 : Exécution


Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le sous-préfet de Soissons, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, la directrice départementale de la protection des populations de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, le directeur général de l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne, la directrice départementale de la sécurité publique et le service départemental de l'Office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée aux maires des communes concernées et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France.

Une copie du présent arrêté est également adressée :

- au directeur de l'eau et de la biodiversité
- au préfet de la région Ile-de-France, coordonnateur de bassin Seine-Normandie
- au préfet de la région des Hauts-de-France, coordonnateur de bassin Artois-Picardie.

À Laon, le

10 AOUT 2020

Pour le Préfet, et par
le Secrétaire Général,

Pierre Larrey

Annexe 1

COMMUNES DU BASSIN VERSANT AISNE

ACY	DRAVEGNY	PRESLES-ET-BOVES
AGUILCOURT	DROIZY	PROUVAIS
AIZELLES	EPAGNY	PROVISEUX-ET-PLESNOY
AIZY-JOUY	EVERGNICOURT	PUISEUX-EN-RETZ
AMBLÉNY	FONTENOY	QUINCY-SOUS-LE-MONT
AMBRIEF	GOUDELANCOURT-LES-BERRIEUX	RESSONS-LE-LONG
AMIFONTAINE	GUYENCOURT	RETHEUIL
ARCY-SAINTÉ-RESTITUE	HARTENNES-ET-TAUX	ROUCY
AUBIGNY-EN-LAONNOIS	JOUAIGNES	ROZIERES-SUR-CRISE
AUDIGNICOURT	JUMIGNY	SACONIN-ET-BREUIL
AUGY	JUVIGNY	SAINT-BANDRY
BAGNEUX	JUVINCOURT-ET-DAMARY	SAINT-CHRISTOPHE-A-BERRY
BAZOCHE-SUR-VESLES	LAFFAUX	SAINT-MARD
BEAURIEUX	LAUNOY	SAINT-PIERRE-AIGLE
BELLEU	LAVERSINE	SAINT-THIBAUT
BERNY-RIVIERE	LESGES	SAINT-THOMAS
BERRIEUX	LES SEPT VALLONS	SANCY-LES-CHEMINOTS
BERRY-AU-BAC	LEURY	LA SELVE
BERTRICOURT	LHUYS	SEPTMONTS
BERZY-LE-SEC	LIME	SERCHES
BIEUXY	LOR	SERMOISE
BILLY-SUR-AISNE	LOUPEIGNE	SERVAL
BLANZY-LES-FISMES	MAAST-ET-VIOLAINE	SOISSONS
BOUFFIGNEREUX	MAIZY	SOUCY
BOURG-ET-COMIN	LA MALMAISON	SOUPIR
BRAINE	MAREUIL-EN-DOLE	TAILLEFONTAINE
BRAYE-EN-LAONNOIS	MARGIVAL	TANNIERES
BRAYE	MERCIN-ET-VAUX	TARTIERS
BRENELLE	MEURIVAL	TERNY-SORNY
BRUYS	MISSY-AUX-BOIS	LE THUEL
BUCY-LE-LONG	MISSY-SUR-AISNE	VAILLY-SUR-AISNE
BUZANCY	MONTGOBERT	VARISCOURT
CELLES-SUR-AISNE	MONTIGNY-LENGRAIN	VASSENS
CERSEUIL	MONT-NOTRE-DAME	VASSENY
CHACRISE	MONT-SAINT-MARTIN	VASSOGNE
CHASSEMY	MORSAIN	VAUXREZIS
CHAUDARDES	MORTEFONTAINE	VAUXBUIN
CHAVIGNY	MOULINS	VAUXTIN
CHAVONNE	MOUSSY-VERNEUIL	VENDRESSE-BEAULNE
CHERY-CHARTREUVE	MURET-ET-CROUTTES	VENIZEL
CHIVRES-VAL	MUSCOURT	VEZAPONIN
CIRY-SALSOGNE	NAMPTEUIL-SOUS-MURET	VEZILLY
CLAMECY	NANTEUIL-LA-FOSSE	VIC-SUR-AISNE
COEUVRES-ET-VALSERY	NEUFCHATEL-SUR-AISNE	VIEL-ARCY
CONCEVREUX	NEUVILLE-SUR-MARGIVAL	LA VILLE-AUX-BOIS-LES-PONTAVERT
CONDE-SUR-AISNE	NIZY-LE-COMTE	VILLEMONTAIRE
CONDE-SUR-SUIPPE	NOUVRON-VINGRE	VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN
CORBENY	NOYANT-ET-ACONIN	VILLE-SAVOYE
COULONGES-COHAN	OEUILLY	VILLENEUVE-SUR-AISNE
COURCELLES-SUR-VESLES	ORAINVILLE	VIVIERES
COURMELLES	OSLY-COURTIL	VREGNY
COUVRELLES	OSTEL	VUILLERY
CRAONNE	OULCHES-LA-VALLEE-FOULON	
CRAONNELLE	PAARS	
CROUY	PAISSY	
CUFFIES	PARGNAN	
CUIRY-HOUSSE	PASLY	
CUIRY-LES-CHAUDARDES	PERNANT	
CUISSY-ET-GENY	PIGNICOURT	
CUISY-EN-ALMONT	PLOISY	
CUTRY	POMMIERS	
CYS-LA-COMMUNE	PONT-ARCY	
DHUIZEL	PONTAVERT	
DOMMIERS		

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU

10 AOUT 2020

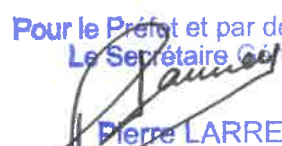
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Pierre LARREY

ANNEXE 2 : MESURES GÉNÉRALES

- Les particuliers sont invités, individuellement, à réaliser des économies d'eau dans tous les usages qu'ils en font.
- L'alimentation en eau des fontaines publiques en circuit ouvert est interdite.

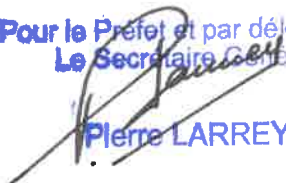
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 10 AOUT 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

ANNEXE 3 : MESURES SPÉCIFIQUES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Les collectivités compétentes en matière d'alimentation en eau potable sont invitées à engager des recherches de fuites sur les réseaux.
- Les maires des communes du département et présidents de syndicats d'alimentation en eau potable ou d'assainissement signalent à la Préfecture de l'Aisne tout risque prévisible de rupture de l'alimentation en eau potable, le plus tôt dans la saison, ainsi que les problèmes majeurs de salubrité et de dégradation des écosystèmes aquatiques liés à la sécheresse, afin que les mesures correctives appropriées soient rapidement mises en œuvre.
- Les collectivités locales compétentes en matière d'assainissement renforcent le dispositif de suivi et de surveillance de leurs systèmes d'assainissement (réseaux et stations de traitement) afin d'éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter le rejet dans le milieu naturel de boues ou d'eaux non conformes aux prescriptions réglementaires ou insuffisamment traitées pour permettre le maintien de bonnes conditions de salubrité ou la préservation des écosystèmes aquatiques.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 10 AOÛT 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

ANNEXE 4 : MESURES SPÉCIFIQUES AUX EXPLOITANTS AGRICOLES

- L'irrigant tient à jour un carnet d'irrigation retraçant de façon **hebdomadaire** la totalité des arrosages effectués sur toutes ses cultures ; ce carnet d'irrigation, rempli chaque semaine, doit permettre une utilisation économe de l'eau.

Les informations devant figurer **obligatoirement** sur le carnet sont les suivantes :

- volumes prélevés et index du compteur,
- jours et nombre d'heures de pompage,
- type de culture irriguée,
- incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements, notamment arrêt de pompage,
- entretien, contrôle, remplacement du compteur volumétrique.

Ce document doit être présenté par l'exploitant à tout agent chargé du contrôle des dispositions de l'arrêté de limitation des usages de l'eau.

- L'irrigation doit être conduite de telle façon qu'il n'en résulte aucun écoulement ou ruissellement en dehors du champ d'arrosage, en particulier sur les routes, chemins et fossés.
- L'épandage d'effluents liquides, provenant en particulier de certaines industries agro-alimentaires, reste autorisé sans restriction.
- **L'irrigation est interdite le dimanche de 10 heures à 18 heures.**
- Les prélèvements d'eaux superficielles ou souterraines, à des fins d'irrigation, sont soumis à des restrictions en volume.
- Chaque irrigant peut prélever, du 1^{er} janvier au 31 décembre, dans la limite d'un volume maximum annuel calculé à partir de son assolement irrigable et des types de sols de son exploitation.

Ce volume est calculé individuellement par chaque exploitant à partir de l'imprimé de l'annexe 8. Cet imprimé est ensuite adressé à la Chambre d'agriculture avant le 15 avril, qui le transmet ensuite à la Direction départementale des territoires dans les meilleurs délais. A défaut, toute irrigation est interdite.

La superficie de l'assolement à partir duquel est calculé le volume maximum annuel est plafonnée par la superficie maximum irrigable sur l'exploitation, définie à l'annexe 8.

La référence utilisée pour la détermination du type de sol est la carte des sols du département de l'Aisne.

Ce volume peut être réparti librement par l'agriculteur sur ses différentes cultures à irriguer.

Ce volume est utilisable sous réserve de sa compatibilité avec les débits et volumes de prélèvements maxima définis par la réglementation en vigueur.


Un exploitant n'ayant le bénéfice d'aucune autorisation ou récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau, relative aux prélèvements d'eau, ne peut pas prélever. Il en est de même des exploitants qui n'auraient pas équipé tous leurs ouvrages de prélèvement de moyens de comptage des volumes prélevés.

La somme des volumes maximum de l'année est plafonnée à 13.500.000 m³ dans le département.

Lorsque la somme des volumes sollicités dépasse ce plafond, les volumes individuels sont révisés afin de ramener cette somme au plafond.

Dans le cas où la gestion volumétrique n'aurait pas été mise en place avant le 1^{er} juin, les prélèvements pour l'irrigation des cultures peuvent faire l'objet de restrictions plus importantes en cas de franchissement des seuils.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU 10 AOUT 2020

Pour le Préfet et par déléguation
Le Secrétaire Général

Pierre LARREY

ANNEXE 5 : MESURES SPÉCIFIQUES AUX INDUSTRIELS

- Les activités industrielles et commerciales limitent au strict nécessaire leur consommation d'eau.
- Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.
- Les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement doivent respecter les mesures contenues dans leurs arrêtés d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eaux résiduaires sur le milieu naturel.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À MON ARRÊTÉ DU

10 AOUT 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Pierre LARREY

